

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 28 (2016)
Heft: 111

Rubrik: Point fort recherche et coopération : qui décide?

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Qui décide?

La coopération scientifique internationale soulève des questions délicates: comment évaluer l'impact des programmes? Quels projets choisir et comment partager les résultats?

Un dossier pour comprendre les ingrédients d'un véritable partenariat entre chercheurs - d'où qu'ils viennent.



Des couveuses bricolées s'avèrent peu efficaces et parfois mortelles pour les prématurés. Photos 2015 Sylvain Liechti, EPFL/CODEV/EssentialTech

De l'argent et des preuves

Lancer des projets de coopération ne suffit pas: il faut s'assurer de leur efficacité. Oui, mais comment?

Par Theodora Peter

Aucun médecin responsable ne prescrirait des médicaments dont les effets thérapeutiques et secondaires n'ont pas été correctement contrôlés. Ce genre de standards n'existe pas pour les programmes de développement sociaux, qui drainent des sommes colossales.» Ce constat désabusé a été fait en 2006 par un groupe de travail du Center for Global Development à Washington dans le rapport «When Will We Ever Learn? Improving Lives Through Impact Evaluation». Les experts y pointaient l'évaluation lacunaire de l'impact de la coopération au développement et plaident pour le développement systématique de l'approche des décisions fondées sur les preuves.

Spécialisée dans l'étude de la pauvreté, Esther Duflo a contribué à ce rapport critique. Son institut au MIT, le Poverty Action Lab, s'appuie sur des études randomisées de terrain pour mesurer scientifiquement l'effet des mesures politiques de développement. Dans une étude retentissante, l'économiste a démontré que si les microcrédits tant prisés réduisaient bien la pauvreté, ils n'amélioraient pas autant qu'espéré l'existence de la population concernée en Inde.

Les experts n'ont pas ignoré la critique du manque de standards et l'appel à se fonder davantage sur les preuves. L'une des réponses est l'International Initiative for Impact Evaluation, lancée en 2008. Elle établit des réseaux entre scientifiques, représentants du monde politique et de la pratique, organise des conférences sur ce qui fonctionne et encourage l'évaluation fondée sur les preuves. Depuis sa création, l'ONG a soutenu plus de 200 études

d'impact dans 200 pays à hauteur totale d'environ 85 millions de dollars.

Eviter l'autoévaluation

Ces dix dernières années, les pays donateurs et partenaires ont également affûté et professionnalisé leurs instruments d'évaluation. En 2005, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement a posé les bases pour des standards communs. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE a défini cinq critères d'évaluation: pertinence, efficacité, efficience, impact et viabilité. Ils ne sont pas contraignants, mais servent de norme de référence internationale.

«Il faut savoir comment la situation aurait évolué sans intervention.»

Jörg Faust

L'OCDE contrôle elle-même ces critères. Ses rapports critiquent régulièrement le manque de cohérence dans la politique des pays donateurs, par exemple quand les pratiques du commerce extérieur contredisent les objectifs de lutte contre la pauvreté. Les pays donateurs évaluent aussi l'efficacité de leurs mesures de politique de développement. Les sceptiques doutent cependant de l'indépendance des départements d'évaluation, qui sont le plus souvent basés au sein des organisations concernées.

L'Allemagne s'est engagée dans une nouvelle voie avec la création en 2012 d'un institut autonome d'évaluation, le Deval (Deutsches Evaluierungsinstitut der Entwicklungszusammenarbeit). «Nos exigences de scientificité et d'indépendance sont élevées, souligne Jörg Faust, directeur du Deval et chercheur en sciences politiques. Nous sommes aussi très axés sur la pratique et nous voulons initier des processus d'apprentissage.» Selon lui, les sujets devant être évalués sont hétérogènes et complexes, ce qui impose un haut niveau d'expertise en termes de contenus et de méthodologie.

Sortir de la guerre de tranchées

Pour Jörg Faust, le défi méthodologique réside dans la question de fond de savoir comment une situation aurait évolué s'il n'y avait pas eu d'intervention de politique de développement. Pour y répondre, l'institut combine des méthodes qualitatives et quantitatives. «Lors de l'évaluation, il ne s'agit pas seulement d'identifier l'impact, mais aussi de mettre en évidence ce qui l'a rendu possible.» Cela nécessite aussi bien une recherche rigoureuse sur l'efficacité que le recours à des méthodes qualitatives élaborées. «Un débat éclairé ne cherche pas à opposer ces deux approches», insiste le directeur du Deval.

Il y a encore quelques années, une guerre de tranchées divisait les «randomistas» - les adeptes des essais randomisés sur le terrain - et leurs critiques. Le débat méthodologique est aujourd'hui plus modéré, estime Jörg Faust: «Il y a plus de soutien pour la position consistant à se poser

ouvertement la question de la meilleure manière de combiner les éléments quantitatifs et qualitatifs dans un bouquet méthodologique pour obtenir le maximum de connaissances.»

Micro et macro

Chercher à savoir ce qui rend efficace la coopération au développement ne signifie pas se limiter aux expériences randomisées de terrain, souligne Isabel Günther, directrice du Center for Development and Cooperation à l'ETH Zurich. Selon elle, les méthodes expérimentales sont surtout adéquates au niveau micro. Pour analyser des facteurs au niveau macro - comme l'impact des politiques fiscales - il faut souvent recourir à d'autres procédés quantitatifs. «Le point central consiste toujours à identifier quelle est la forme de coopération au développement qui s'avère efficace - ou non - dans quel contexte.» L'identification des interventions efficaces basée sur les faits et réalisée à l'aide de méthodes scientifiques reconnues est dans l'intérêt de tous, estime-t-elle.

Mais cela ne veut pas dire qu'il faille «évaluer chaque projet ou programme»,

poursuit Isabel Günther. Les études sur l'efficacité de l'aide au développement ne doivent pas seulement permettre à une entreprise d'honorer son obligation de rendre des comptes, mais surtout entraîner une amélioration continue des programmes. L'apprentissage doit se faire au-delà des institutions: «L'avenir, c'est investir davantage dans des connaissances globales sur la réduction de la pauvreté.»

«Un débat éclairé ne cherche pas à opposer méthodes quantitatives et qualitatives.»

Jörg Faust

On ne dispose pas de chiffres comparatifs sur les montants consacrés à évaluer la coopération au développement. Selon Jörg Faust de Deval, 1 à 2 % des fonds d'aide au développement de l'OCDE sont utilisés pour des évaluations. «Cela n'est certainement pas excessif étant donné le besoin

d'en savoir plus sur des sujets tels que le développement durable ou les relations avec les Etats fragiles.»

Les deux scientifiques rappellent les objectifs de l'agenda 2030 de l'ONU (qui remplacent les objectifs du millénaire): en 2015, la communauté internationale a adopté 17 objectifs de développement durable, assortis de 169 cibles. La coopération au développement ne doit pas seulement contribuer à réduire la pauvreté, mais aussi à amortir les répercussions du changement climatique.

Ces nouveaux défis ne concernent pas que les experts en charge de l'évaluation. Isabel Günther pose la question fondamentale: «Est-il possible de relever tous ces défis avec les instruments de la coopération au développement dont les moyens financiers ont été réduits? L'aide au développement ne peut pas résoudre l'ensemble des problèmes globaux.»

Theodora Peter est journaliste libre à Berne et spécialisée dans le développement.

«L'aide au développement ne peut pas résoudre tous les problèmes globaux.»

Isabel Günther

Evaluer l'efficacité des programmes de santé publique

L'examen de l'efficacité des projets et des programmes d'aide au développement basé sur les preuves joue un rôle croissant également en Suisse. Un exemple actuel: la promotion de la santé, qui reçoit une partie importante des fonds d'aide au développement (les montants ont triplé entre 2000 et 2010 pour atteindre 28 milliards de dollars par an au niveau mondial). Mais les études sur l'impact de ces programmes de santé publique restent rares. Les sociologues

Manfred Max Bergman et Kristen Jafflin de l'Université de Bâle étudient dans un projet soutenu par le FNS l'impact de la promotion de la santé dans les pays bénéficiaires et les facteurs liés à un usage des ressources financières plus efficace.

Pas de solution universelle

La première phase consiste à identifier des pays pour des études de cas plus approfondies. Pour leurs travaux, les chercheurs combinent différentes méthodes avec des composantes quantitatives et qualitatives. Ils contribuent ainsi

à l'élaboration de programmes de développement davantage basés sur les preuves. Cela implique de considérer les forces et les faiblesses des différentes approches.

«Les évaluations d'impact et les méthodes expérimentales ne sont pas des solutions miracles par définition», rappellent les deux sociologues. A leurs yeux, un problème réside dans le fait que cette approche encourage une pensée «Best Practice»: celle-ci «définit les bénéficiaires des programmes d'aide comme des feuilles vierges, tous identiquement réceptifs aux interventions les plus diverses».

Alors que les bénéficiaires constituent des «groupes sociaux complexes avec leurs cultures propres, leurs contextes nationaux et leurs conditions de vie».

Ce qui fonctionne quelque part ne fonctionne pas forcément partout, et les méthodes correspondantes ne sont pas adéquates pour toutes les questions, estiment-ils. Elles ne permettent pas, par exemple, de répondre aux interrogations que soulèvent les modalités de la coopération entre pays donateurs et pays bénéficiaires.



Dans un climat tropical, la plupart des technologies médicales occidentales ne résistent pas longtemps, et les pièces de rechange sont rarement disponibles. Cette fiabilité limitée va de pair avec un manque de confiance, bien visible dans le regard du patient au moment de la radiographie. Pour une exposition de photos à l'EPFL, le photographe Sylvain Liechti a sillonné en 2015 les hôpitaux du

Cameroun pour documenter les défis de la technologie médicale au Sud. Le programme EssentialTech du Centre coopération & développement (CODEV) de l'EPFL met au point entre autres des dispositifs médicaux adaptés aux pays en développement, comme l'appareil à rayons X GlobalDiagnostix ou la couveuse pour prématurés GlobalNeonat.

Une recherche d'égal à égal

Les scientifiques du Nord doivent apprendre à mieux partager la responsabilité de projets menés en commun avec leurs collègues du Sud. Des bailleurs de fonds commencent à l'exiger.

Par Ochieng' Ogodo

La recherche s'est mondialisée. Les solutions qu'elle apporte aux problèmes des pays en développement permettent aussi de s'attaquer aux défis globaux qui touchent l'Occident, allant du changement climatique aux migrations. Sa contribution au développement dépendra d'une collaboration efficace entre les institutions du Nord et du Sud.

«Les capacités de recherche se sont renforcées dans le Sud au cours des quinze dernières années», remarque Gilles Carbonnier, de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. Des pays comme le Ghana, l'Indonésie, le Pérou ou encore l'Afrique du Sud ont davantage de moyens. Les frontières traditionnelles se déplacent entre pays développés ou émergents, entre riches et pauvres. Le paysage de la recherche internationale évolue lui aussi.

«Les donateurs ont tendance à vouloir imposer leurs idées et leurs conditions.»

Gilles Carbonnier

Mais les inégalités persistent: «Nous percevons dans les partenariats de recherche le même type de tensions que celles rencontrées dans les relations donneur-bénéficiaire en cours dans la coopération internationale au développement», note Gilles Carbonnier. Les donateurs ont tendance à vouloir imposer leurs idées et leurs conditions.

Les questions sont fondamentales: qui choisit les projets et qui profite des résultats? Comment répartir les bénéfices d'une coopération et comment l'améliorer dans un système social donné? Qui décide où va l'argent?

Accepter les différences

De vieilles habitudes et les rapports de pouvoir hérités du passé continuent d'in-

fluencer les collaborations internationales, poursuit Gilles Carbonnier. «Développer des partenariats de recherche équitables demande du temps et des moyens. Il y a une forte pression pour que les résultats soient rapidement publiés dans des revues éditées au Nord et intégrées au réseau de révision par les pairs, qui est anglophone. De plus, la compétition pour les subventions est rude.» Les discussions sur le partenariat entre le Nord et le Sud sont dominées par le décalage entre l'ambition d'accéder à la reconnaissance académique et la volonté de développer les capacités de recherche à plus long terme. «Les pressions du Sud pour un partenariat équitable se renforcent. Il est crucial d'accorder plus de place aux connaissances produites localement et à des «écologies du savoir» différentes. Il convient d'accepter que la contextualisation débouche sur des résultats qui ne sont pas toujours conformes aux attentes traditionnelles du Nord.»

«La majeure partie des recherches menées dans un contexte Nord-Sud ont des composantes politiques, ajoute Laurent Goetschel, politologue à l'Université de Bâle, président de la Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE) et l'un des anciens responsables du Pôle de recherche national (PNR) Nord-Sud. Il faut parvenir à faire fonctionner les partenariats de recherche malgré des contextes sociaux, politiques et économiques différents.»

Payer et décider

Une question cruciale est de savoir qui définit le cadre et les thèmes de recherche. Longtemps, les décisions ont été prises par ceux qui finançaient les recherches, relève Benjamin Apraku Gyampoh, directeur de programme à l'Académie africaine des sciences de Nairobi (AAS). A ses yeux, les partenariats de recherche sont eux aussi minés par les relations biaisées entre donateurs et bénéficiaires qui empoisonnent la coopération internationale au développement. «Il y a cette conviction complètement erronée que celui qui a l'argent détient également

Brève histoire de la recherche globale vue de Suisse

1776

Le Suisse Johann Wäber navigue comme peintre officiel de la troisième expédition de James Cook autour du monde, qui entreprend ainsi les premiers voyages d'exploration scientifique modernes. Mais ces périls poursuivent également des objectifs économiques bien concrets: optimiser les routes commerciales ainsi que l'économie des plantations fleurissant dans l'hémisphère Sud. Avant sa mort, Johann Wäber léguera sa collection ethnographique à la Ville de Berne, l'acte fondateur du Musée d'histoire de Berne.

[⊗] L'Occident ne marque pas toutes les régions «découvertes» de son sceau. Au niveau scientifique, la Chine est en avance et les探索者 ramènent beaucoup de ce savoir-faire chez eux.

Ce type d'amalgame entre connaissances locales et importées est connu aujourd'hui sous le nom de «pidgin knowledge»: les hiérarchies du savoir ne reflètent pas forcément les rapports de pouvoir. La Compagnie britannique des Indes orientales fonctionne uniquement parce que l'administration peut s'appuyer sur les connaissances de nombreux experts locaux.

C'est seulement au cours du siècle suivant que la domination du Royaume-Uni se manifeste également du point de vue technico-scientifique. L'histoire des sciences discute ce développement selon le concept des «Tools of Empire»: le savoir occidental aurait participé non seulement à la domination du tiers-monde, mais également à son sous-développement.

1815

La Société helvétique des sciences naturelles est fondée; elle deviendra l'Académie suisse des sciences naturelles. Son rayon d'action se concentre d'abord sur la Suisse. Mais la fascination pour l'exotisme va croissante, également chez les chercheurs. La position d'observateur empreinte de supériorité s'accompagne d'une célébration de l'être «primitif» en tant qu'incarnation de l'innocence. Cette attitude imprègne les expéditions aux Célèbes (Indonésie) entreprises par les cousins bâlois Fritz et Paul Sarrasin à la fin du XIXe siècle, qui sont étroitement liées aux

colonisateurs et servent leurs intérêts. Aujourd'hui, les cousins sont surtout restés dans les mémoires comme des naturalistes et ethnologues influents, fondateurs du Parc national.

[⊗] La notion de «développement» émerge avec le protestantisme des nouvelles puissances coloniales et la transformation de l'image de l'esclavage qui l'accompagne. L'Européen se perçoit comme civilisé et avancé face aux sociétés sous-développées, ce qui débouche sur une nouvelle norme morale: on ne peut pas se contenter d'exploiter les pays conquis, il faut aussi les développer. C'est le «white man's burden».

1943

Le naturaliste, anthropologue et fils de fabricant Rudolf Geigy fonde l'Institut tropical suisse. Il s'agit à ses débuts d'un fourre-tout méthodologique et thématique placé sous l'égide du concept encore flou des «tropiques».

[⊗] Après la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse se trouve dans une situation politique inconfortable: la neutralité suscite l'irritation et le pays se voit reprocher d'avoir fait preuve d'opportunisme durant la guerre. En réaction, il développe une nouvelle maxime de politique étrangère: neutralité et solidarité.

Lors de son discours d'investiture, le président Harry Truman donne le coup d'envoi de l'aide globale au développement avec un manifeste de politique scientifique: «Nous devons nous embarquer dans un nouveau programme audacieux qui mette les bénéfices de nos avancées scientifiques et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. [...] Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens.» Le concept phare de cette position est l'«aide technique».

1950

La Suisse soutient le Programme élargi d'assistance technique de l'ONU et envoie des ingénieurs en Asie et en Amérique latine. En même temps, la Société helvétique des sciences naturelles établit une station de recherche à Adiodopoum en Côte d'Ivoire. Le Swiss Tropical Institute Field Laboratory suit cinq ans plus tard à Ifakara en Tanzanie. L'objectif est de mener des recherches directement dans le tiers-monde avec la participation de la

la sagesse et sait mieux quel usage faire des moyens financiers.» Même avec les meilleures intentions, on ne comprend pas nécessairement le contexte dans lequel un bénéficiaire travaille et on ne s'intéresse pas forcément à son environnement. «Les partenaires - donateurs et bénéficiaires - doivent apprendre l'un de l'autre comment développer, remodeler et adapter leurs systèmes.» Dans la coopération pour la recherche agricole, c'est aux agriculteurs de définir les domaines de recherche pour les donateurs, estime Ngozi Ifeoma Odiaka, professeure à l'Université agricole de Makurdi, au Nigeria.

«La majeure partie des recherches menées dans un contexte Nord-Sud ont des composantes politiques.»

Laurent Goetschel

En 2015, l'AAS a créé l'Alliance pour l'accélération de l'excellence dans le domaine des sciences en Afrique, une initiative soutenue par des institutions telles que le Département britannique pour le développement international, le Wellcome Trust et la Fondation Bill & Melinda Gates. Selon Benjamin Apraku Gyampoh, ces donateurs reconnaissent qu'il est nécessaire de déplacer vers Afrique le centre de gravité des décisions concernant les programmes et leur financement.

Qui assume la responsabilité d'un projet face au donateur doit aussi pouvoir décider, estime Laurent Goetschel: «Idéalement, il conviendrait que les chercheurs du Sud et du Nord partagent les responsabilités face à un organisme de financement mixte. Ou alors que chacun d'eux l'assume face à l'agence qui le soutient.» En réalité, la plus grande partie des subventions vient du Nord, qui garde le pouvoir de décision final. Il est toutefois possible et souhaitable d'établir des règles assurant aux partenaires du Sud une participation à des décisions conjointes.

Il faudrait mieux quantifier l'apport des organisations bénéficiaires dont la contribution n'est pas seulement financière, relève Benjamin Apraku Gyampoh. Les gouvernements africains fournissent par exemple aux institutions de recherche des bureaux, des services, des salaires et des employés. Ces prestations sont difficiles à mesurer, et les donateurs peuvent avoir l'impression que leur partenaire n'ap-

porte rien, ce qui n'est pas bon pour leurs relations. Le responsable de l'AAS se dit convaincu qu'une recherche équitable est possible si elle est basée sur des relations et des partenariats adéquats. Pour cela, les chercheurs sur place et les organismes de financement ne devraient pas attendre qu'une demande soit soumise pour entrer en discussion, mais au contraire entamer leur dialogue bien plus tôt.

La question des résultats

Qui peut revendiquer le savoir obtenu conjointement par des équipes du Nord et du Sud? Cette question est à l'origine d'une certaine amertume, les scientifiques du Sud ayant l'impression qu'ils assurent le travail de fond alors que les organisations qui les financent et les supervisent en attribuent tout le crédit à leurs collaborateurs du Nord. Mais les bénéfices dépendent aussi des attentes des acteurs impliqués, avance Benjamin Apraku Gyampoh. Pour le donateur, cela pourrait être la reconnaissance. Pour le chercheur, la publication des résultats. Et pour la communauté, l'impact concret des résultats.

Selon Laurent Goetschel, les données obtenues devraient appartenir à tous les chercheurs impliqués et être accessibles en open access le plus rapidement possible. Leur partage dépend toutefois de la nature des résultats: «Certains sont très complexes, et il suffit que la communauté scientifique y ait accès.»

La Fondation Bill & Melinda Gates fait partie du réseau de partenariat mondial Global Grand Challenges, un groupe d'initiatives visant à résoudre les défis les plus urgents en matière de santé et de développement. «Ses partenaires et les bénéficiaires de subventions doivent tous s'engager à rendre largement accessibles les produits et les informations obtenues, explique Ayo Ajayi, directeur du Programme Afrique de la fondation. A des prix abordables, en quantité suffisante, dans une qualité et des délais qui apportent un véritable bénéfice à ceux qui en ont vraiment besoin. Nous rassemblons et partageons en permanence des données sur nos progrès, nos réflexions et les leçons que nous en tirons. Au besoin, nous rectifions le tir, en dialogue constant avec les bénéficiaires des subventions et avec nos partenaires.» La fondation a adopté une politique open access et assure l'accès sans restriction aux données brutes récoltées.

«Dans la recherche équitable, il faut aborder les questions de propriété intellectuelle de manière humaine en se rappelant que nous travaillons au bien de tous, dit Benjamin Apraku Gyampoh de



C'est sur la pelouse que Roger, le technicien en radiologie médicale, met les clichés à sécher lorsqu'il fait beau temps.

population locale. D'abord paterniste, le rapport se transforme petit à petit en partenariat. Malgré cette évolution, ce genre d'institution se voit reprocher de servir de tremplin à la fuite des cerveaux.

En 1988, l'Académie suisse des sciences naturelles avance le concept de partenariat de recherche. En 1994, elle met en place la Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE).

[⊗] La deuxième moitié du XXe siècle est marquée par un changement idéologique important dans l'aide au développement. Des doutes émergent quant à l'impact de l'«exportation du progrès» vers les pays en développement. L'essai de Garrett Hardin «Tragedy of the Commons» (1968) postule que les ressources librement disponibles mais limitées sont surexploitées en raison de l'efficacité accrue induite par l'Occident.

2001

Avec le lancement du Pôle de recherche national (PRN) Nord-Sud, la Confédération souligne l'importance des partenariats de recherche avec le Sud. Le PRN réunit des chercheurs de six institutions de recherche suisses et de quelque 140 partenaires en Afrique, Asie et Amérique latine. Dans le cadre de cette étroite coopération, il élaboré des solutions concrètes en matière de crises économiques, sociales et écologiques.

[⊗] Les fondations privées jouent un rôle de plus en plus important en finançant des recherches focalisées sur les problèmes spécifiques au tiers-monde, surtout en médecine et nutrition. Elles sont actives depuis plus de cinquante ans, à l'instar de la Fondation Nestlé pour l'étude des problèmes de nutrition et de la Fondation bâloise d'aide aux pays en voie de développement (aujourd'hui Fondation Novartis). Leur engagement atteint une masse critique et suscite la controverse: les grandes décisions de politique scientifique sont-elles encore entre les mains des gouvernements et des organisations internationales?

Roland Fischer est journaliste scientifique libre à Berne.

l'AAS. Il convient d'autoriser l'utilisation des données à toute personne qui souhaite en faire un usage éthique pour le bien de l'humanité, cela évidemment en mentionnant ceux qui les ont produites et le cadre dans lequel cela a été fait.»

«Il faut aborder les questions de propriété intellectuelle de manière humaine.»

Benjamin Apraku Gyampoh

Au Canada, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) n'a pas d'exigences précises sur la gestion des données mais a généré une variété de modèles, indique Pélagie Lefebvre, administratrice de programmes. Les chercheurs d'une équipe internationale ont par exemple signé dès le début un accord stipulant que les responsables de la collecte des données dans les différents pays auraient la compétence de les publier - un moyen de dissiper tout malentendu. En général, le CRDI attend que les résultats d'une recherche débouchent sur un article évalué par les pairs. Toutefois, il encourage aussi les chercheurs soutenus à s'adresser aux décideurs et à rendre leurs résultats accessibles au grand public.

Partager responsabilités et budgets

S'ils veulent obtenir un financement du CRDI, les chercheurs canadiens et ceux des pays en développement sont invités à développer des propositions communes - basées ou non sur une collaboration préexistante, explique Pélagie Lefebvre. Pour que le partenariat soit équitable, le CRDI demande d'avoir deux responsables de projet, l'un au Canada, l'autre dans le pays en développement. Ils disposent chacun de leur propre budget, ce qui doit leur permettre de collaborer sur un pied d'égalité.

Les institutions de soutien à la recherche ont intérêt à s'assurer qu'elle est équitable s'ils ne veulent pas que la justice le fasse pour eux. Le 18 juillet 2014, la Cour industrielle du Kenya a prononcé un jugement qui a fait date: elle a accordé à six médecins kényans une indemnité totale de 30 millions de shillings (300 000 francs) parce que leur carrière avait été entravée par «le racisme institutionnel» régnant dans un partenariat anglo-kényan. La cour les a reconnus victimes d'une «discrimination systémique» alors qu'ils travaillaient à un programme commun de l'Institut de recherche médicale du Kenya

et du Wellcome Trust géré en partenariat avec l'Université d'Oxford. La cour a relevé qu'ils ont été exclus des promotions et des bourses et que «leur avancement professionnel et leur contribution à la recherche scientifique de leur pays ont été étouffés».

Mais c'est peut-être dans le passé que se trouvent les solutions d'avenir. Comme Gilles Carbonnier et Tiina Kontinen l'écrivent dans leur article «North-South Research Partnership: Academia Academia Meets Development»: «Les expériences passées peuvent aider les nouveaux acteurs à éviter de retomber dans les travers et les pièges bien connus de ceux qui ont travaillé dans ce domaine au cours des dernières décennies.»

Basé à Nairobi, Ochieng' Ogodo est le coordinateur de l'édition anglophone de SciDev.Net pour l'Afrique subsaharienne. L'ONG publie des informations et analyses sur les questions de science et de technologie pour le développement.

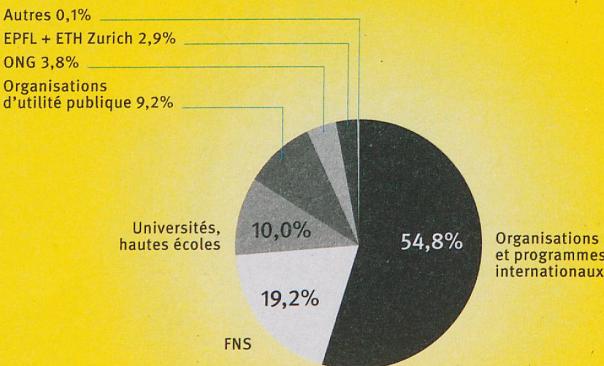


Une petite fille d'apparence si fragile se tient sur un tabouret pour une radiographie, sans aucune protection. Le réglage de la hauteur de l'appareil, pourtant récent, ne fonctionne plus.

Who's Who helvétique de la recherche pour le développement

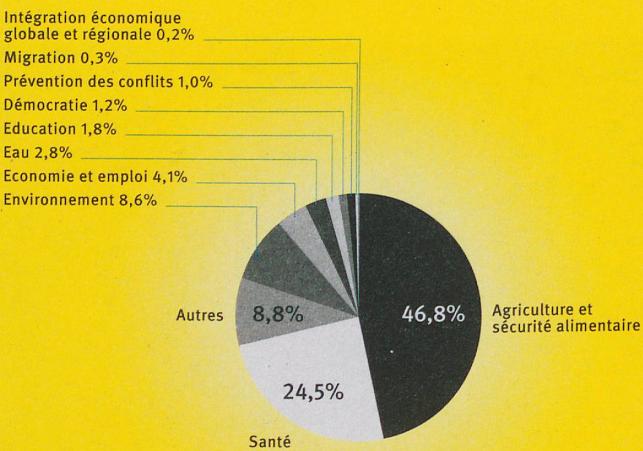
Quelque 50 millions de francs sont annuellement alloués à la recherche dans l'aide au développement. La Direction du développement et de la coopération (DDC) a financé la recherche scientifique à hauteur de 51,3 millions de francs en 2015, par le biais de crédits-cadres de l'aide publique au développement. Cela fait partie de son mandat. Le montant le plus important est investi dans la recherche agricole. Il est difficile de connaître les sommes consacrées en Suisse à la recherche pour le développement. Hormis la DDC, des hautes écoles, des fondations, des ONG et d'autres organisations soutiennent ce domaine.

La recherche se fait avant tout dans le cadre de programmes
Investissements de la DDC dans la recherche par bénéficiaire, 2015



Les montants varient chaque année avec les cycles de projets.

Presque la moitié pour la recherche agricole
Investissements de la DDC dans la recherche par thématiques transversales, 2015



■ Programme r4d

La DDC et le FNS soutiennent conjointement des partenariats scientifiques transnationaux avec des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine dans le cadre du Swiss Programme for Research on Global Issues for Development (programme r4d). Ce dernier remplace la recherche Nord-Sud traditionnelle. Il devrait fournir une contribution au développement durable global, avec 98 millions de francs mis à disposition entre 2012 et 2022. Les fonds sont octroyés selon des procédures compétitives. Quelque 225 partenaires de recherche sont impliqués dans 41 projets répartis dans 42 pays.

■ EPF

Les écoles polytechniques fédérales s'engagent aussi dans la recherche pour le développement. Le Centre coopération & développement (CODEV) de l'EPFL accueille depuis 2007 la Chaire UNESCO de technologies en faveur du développement. Il travaille sur des techniques destinées aux pays du Sud (par exemple dans le domaine de la réduction des risques et de l'urbanisme) et innove dans la formation avec des cours en ligne gratuits (MOOCs). A l'ETH Zurich, différents domaines sont actifs dans la recherche pour le développement, du Mobile Health Systems Laboratory au NADEL (Centre d'études du développement et de la coopération).

■ Swiss TPH

Fondé en 1944, l'Institut tropical et de santé publique à Bâle (Swiss TPH) jouit d'une reconnaissance internationale dans les domaines des maladies tropicales et de la santé publique. Il s'impose régulièrement lors d'appels à projet dans le domaine de la santé face à des sociétés de conseil privées. L'institut emploie plus de 700 collaborateurs venant de plus de 60 nations. Près de la moitié des 76,7 millions de francs dépensés en 2015 ont été alloués à la recherche.

■ KFPE

La Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE) est une plate-forme d'information pour les chercheurs. Son objectif est de contribuer à résoudre des problèmes globaux par une recherche équitable et durable. Elle est financée par des sub-sides de la DDC, du FNS et de l'Académie suisse des sciences naturelles.

■ Universités

Presque toutes les hautes écoles de Suisse sont impliquées dans la recherche pour le développement. L'une des plus connues, l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, travaille sur la paix, l'environnement, le commerce, la migration et la santé, également sur mandat des Nations Unies. Autres exemples à l'Université de Berne: le Centre for Development and Environment ainsi que l'International Graduate School North-South (IGS). Issue du Pôle de recherche national Nord-Sud, l'objectif de cette dernière est d'établir un réseau international de recherche. Actuellement, plus de 100 personnes venues d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe étudient à l'IGS.

■ Réseaux

Plusieurs réseaux s'engagent pour la coopération scientifique. Trois exemples: le Swiss Forum for International Agricultural Research (SFIAR) met en contact des groupes d'intérêt de la recherche agricole pour le développement. Le Swiss Network for International Studies (SNIS) encourage depuis 2008 la recherche interdisciplinaire. Le Swissuniversities Development and Cooperation Network (SUDAC) veut répondre au regain d'activités des hautes écoles dans la recherche pour le développement. Son objectif: améliorer les conditions de recherche et d'enseignement en coopération avec des partenaires du-Sud.

■ Autres

Autres bailleurs de fonds importants: diverses fondations, créées en partie par des entreprises privées, et les ONG classiques. Il est difficile d'estimer la part de leurs dépenses allouée à la recherche pour le développement.



Les dossiers des patients sont archivés, mais pas disponibles rapidement. Une infrastructure IT et des ordinateurs en état de marche font défaut dans la plupart des hôpitaux du Cameroun.

«Il ne s'agit pas d'aider, mais d'apprendre ensemble»

La coopération scientifique avec les pays du Sud ne saurait fonctionner sans flexibilité, respect mutuel et connaissance du contexte, affirme Marcel Tanner. Les leçons de trente-cinq ans d'expérience. *Par Marcel Hänggi*

Dans son bureau, des objets d'art témoignent de ses séjours en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et son porte-crayon est en fait une pièce de moteur de Land Rover - un souvenir d'une réparation faite en Tanzanie un jour d'avril 1992. Marcel Tanner a quitté début 2016 son poste de directeur du Swiss Tropical and Public Health Institute à Bâle pour prendre la présidence de l'Académie suisse des sciences naturelles. S'occuper de ses petits-enfants ne lui suffit pas: il a encore trop de projets. Et il n'attend pas la première question pour parler de la coopération scientifique.

MARCEL TANNER: le fondateur de notre institut, Rudolf Geigy, a commencé à travailler en 1944 en Tanzanie sur des questions non pas médicales mais ethnologiques. Mais on ne tarde pas à aborder la santé lorsqu'on se penche sur la manière dont les gens vivent. Notre démarche a toujours été la suivante: nous ne débarquons pas avec des interrogations de recherche toutes faites, mais nous les développons avec les gens sur place. Il faut avoir de bonnes connaissances locales. Comme on dit: «No roots, no fruits.»

Mais n'aviez-vous pas vous aussi des idées toutes faites quand vous êtes allé la première fois en Afrique en 1979?

Cette expérience a été capitale: nous étions au Cameroun à la recherche d'un nouveau diagnostic de l'onchocercose, la cécité des rivières. Nous allions dans les villages où vivaient les personnes atteintes et nous les traitions. Nous avons alors constaté qu'elles avaient également des problèmes et des demandes complètement différents, et que lutter contre une seule maladie n'avait pas de sens. J'ai ensuite délaissé une immunologie consistant à collectionner des échantillons en Afrique pour l'épidémiolo-

gie et la santé publique, qui s'intéressent aux contextes systémiques. Elles mènent des recherches en partenariat, dans le sens d'un apprentissage réciproque nécessaire au changement.

Les chercheurs sont-ils ouverts au changement?

J'envoie autant que possible mes étudiants et doctorants sur le terrain. Pas forcément en Afrique: il faut collaborer avec beaucoup de personnes lorsque des parasites apparaissent dans l'eau potable de la vallée de la Lucelle, dans le Jura. Si l'on fait sortir les gens et qu'on les laisse travailler, ils peuvent adapter leurs questions aux circonstances. Ce n'est en revanche pas toujours simple avec les bailleurs de fonds: ils ont rarement de la boue sur leurs chausures et ne comprennent pas grand-chose au contexte.

«Bien former les gens, c'est garantir l'effet maximal.»

Mais l'Afrique reste bien différente d'une vallée jurassienne?

La collaboration interculturelle émerge quand on travaille ensemble. Elle n'a pas besoin de séminaires ou d'ateliers, qui ne font que tuer le plaisir de travailler. Et celui-ci est décisif: pour faire de la recherche, il faut être curieux. Vous devez aimer partager vos connaissances et vouloir avoir un impact. Quand on réussit à réduire d'un tiers la mortalité infantile dans une région d'un million d'habitants, on sait ce qu'on a fait. Qui n'a pas de plaisir ne voit que les problèmes, et qui ne sait plus rire ne découvrira rien. Garder la joie vous aide aussi quand les choses ne fonctionnent pas, lorsqu'il faut courir toute

une journée afin de trouver du diesel pour le générateur du labo. C'est le genre de situation où on apprend.

Mais réussir à trouver du diesel dans la jungle, ça ne sert à rien en Suisse ...

Si, car on apprend à s'aider soi-même et à gérer les crises opérationnelles. Aujourd'hui, nombreux de Suisses en partance pour l'Afrique veulent tirer au clair toutes les éventualités en amont - savoir qui leur livrera les couches-culottes de leurs enfants - au lieu de s'organiser une fois sur place.

Il reste les difficultés d'ordre culturel.

Et comment! Et à tous les échelons! La culture africaine fonctionne selon le principe du bouche à oreille; on ne vous répond pas tout de suite. Cela peut être agaçant. Parfois, on échoue à cause des réalités politiques. Nous avions un programme complet avec les nomades au Tchad. Nous étions sur la bonne voie conduisant à des aménagements institutionnels. Nous nous attendions à une participation du gouvernement, financière également. Mais rien ne s'est passé. En tout cas pas dans les dimensions prévues. Au bout de huit ans de planification avec toutes les parties concernées, le programme ne donne toujours rien.

Y a-t-il suffisamment de gens bien formés dans les pays pauvres?

C'est le plus gros problème. Si les étudiants sont bons dans leur domaine de spécialité, ils ne disposent souvent pas de connaissances étendues. On peut y remédier, mais la thèse de doctorat prend plus de temps et le bailleur de fonds doit être prêt à payer plus longtemps. Toutefois, cela en vaut la peine: bien former les gens, c'est garantir l'effet maximal - bien davantage qu'un facteur d'impact ou un h-index (une mesure du nombre de citations de ses articles scientifiques, ndlr) à sa propre gloire.

Les méthodes et codes culturels de la science actuelle sont apparus en Occident. La coopération scientifique n'est-elle pas d'emblée asymétrique?

Absolument. Il faut se demander comment gérer cette donne. Nos sacro-saints standards scientifiques ne sont pas au-dessus de tout soupçon, pensez aux problèmes liés au peer review, à ces facteurs d'impact inutiles ... Quand on s'écoute l'un l'autre, des codes communs peuvent émerger. Mais suivant les circonstances, cela prendra plusieurs générations, d'où l'importance d'un engagement à long terme. Cela implique du respect; sans lui, pas de confiance. Le pire, ce sont les consultants occidentaux qui n'ont aucune connaissance du contexte local mais croient déjà tout savoir.

Pourquoi un institut des maladies tropicales en Suisse? Les pays touchés ne peuvent-ils pas s'aider eux-mêmes?

Ce concept d'aide, il faut l'oublier d'emblée. Le Message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation 2008 - 2011 a été le premier à inclure la coopération scientifique avec les pays en développement. Les critiques ont alors argué qu'il ne fallait pas utiliser le budget de la recherche pour financer l'aide au développement. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Lorsque vous voyez qu'un pays dispose pour la santé de 15 francs par habitant et par année, vous en tirez des enseignements précieux pour notre système de santé avec ses 7000 francs par tête. Il n'est pas seulement question d'aide, mais d'apprendre ensemble, en comparant et partageant.

Votre message est-il entendu?

Oui. J'ai accompagné récemment un groupe de parlementaires en Tanzanie. Nous sommes allés voir les projets, pas uniquement les réunions de haut niveau. Même les sceptiques ont été convaincus de l'utilité de notre travail et de la valeur de la démarche de partenariat.

Marcel Hänggi est journaliste scientifique libre à Zurich.

«Les séminaires et les ateliers ne font que tuer le plaisir de travailler.»

Un scientifique charismatique

Marcel Tanner, professeur ordinaire d'épidémiologie et de parasitologie à l'Université de Bâle, a été directeur de l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH) à Bâle de 1997 à 2015. De 1981 à 1984, il a dirigé la station extérieure du Swiss TPH à Ifakara, en Tanzanie (aujourd'hui Ifakara Health Institute). Il est docteur honoris causa de l'Université de Neuchâtel et de l'Université de Brisbane. Marcel Tanner préside depuis 2016 l'Académie suisse des sciences naturelles.